



Appel du collectif « EXIGENCES-CITOYENNES RETRAITES 56 »

RETRAITES : NON A L'INTOX

CE N'EST PAS UN PROBLÈME DÉMOGRAPHIQUE

La France connaît un allongement de l'espérance de vie. Heureuse nouvelle.

Mais de quelle espérance de vie parle-t-on ?

Pour un régime de retraite, ce qui vaut, c'est l'espérance de vie à 60 ans.

En 2009, une femme âgée de 60 ans a une espérance de vie de 27 ans, soit 4,6 ans de plus qu'il y a trente ans, tandis que celle d'un homme du même âge est de 22 ans et a augmenté de 4,9 années en trente ans. Bien loin des 12 ans de gain clamés par X. Bertrand le secrétaire général de l'UMP.

La part des 20-59 ans, qui constitue la majeure partie de la population en âge d'être au travail, est stable depuis plus d'un siècle (53% de la population en 1901, 52,4 % en 1981 et 52,7 % en 2010). Où est le choc démographique !

S'ajoute à cela que **la productivité horaire du travail a doublé depuis 40 ans**. Autrement dit, un salarié (parce qu'il est plus qualifié aujourd'hui qu'il y a 40 ans, parce qu'il est en meilleure santé, etc.) produit en une heure de travail deux fois plus de richesse.

Ce qui est donc déterminant, c'est la part des 20-59 **réellement employés**, la quantité de richesse produite par ces salariés et la part qui leur revient (salaire direct et socialisé). Mais depuis trente ans, les salarié-es et retraité-es ont perdu 8 à 9 points de la richesse produite au profit des actionnaires.

LA VRAIE RAISON : RASSURER LES MARCHÉS

Pour le Président et son gouvernement, il s'agit de donner un signal et ne surtout pas perdre la note AAA dont bénéficie encore la France sur les marchés. Il faut donc « rassurer les marchés », voilà la raison essentielle de cette réforme.

La nouvelle réforme des retraites s'intègre donc dans la gestion de la crise par le gouvernement. Il s'agit d'en faire payer le prix à la population et d'en exempter ceux qui en sont les premiers responsables, les « marchés », c'est-à-dire concrètement les banques et autres fonds d'investissement plus ou moins spéculatifs ou les transnationales dont les profits ne doivent surtout pas être touchés. Cela, le gouvernement n'ose pas franchement l'avouer. D'où le recours à l'argument démographique.

CE QUE VEUT LE GOUVERNEMENT ET LE PATRONAT

Faire baisser les pensions : en augmentant la durée de cotisations, en reculant l'âge de départ à la retraite et l'âge où un salarié peut liquider sa retraite sans décote (actuellement 65 ans).

60 ANS, PAS UN AN DE PLUS, PAS UN EURO DE MOINS

... c'est un problème de répartition

« Nous vivons plus longtemps, il est nécessaire de travailler plus longtemps ». Cette affirmation simpliste ne correspond ni à une nécessité démographique, ni à une réalité sociale ou économique. En revanche, elle veut justifier un choix qui priverait un grand nombre des salariés des meilleures années de leur retraite : en 2007, l'espérance de vie « en bonne santé » est estimée à 64,2 ans pour les femmes et de 63,1 ans pour les hommes.

Il faut imposer une autre logique

PRODUIRE POUR REpondre AUX BESOINS, PRODUIRE AUTREMENT, REPARTIR PLUS JUSTEMENT

JEUDI 24 JUIN TOUS DANS LES MANIFESTATIONS

Signez l'appel sur <http://blog.exigences-citoyennes-retraites.net/>

Le collectif « Exigences-citoyennes retraites 56 » regroupe : ATTAC, APEIS, FSU, Solidaires, CGT Finances, PCF, Gauche Unitaire, Parti de Gauche, FASE, Alternative Libertaire